



COMMUNE DE SISTERON
DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

**Convention de mise à disposition partielle de personnel auprès
de la commune de LE CAIRE pour des missions ponctuelles
(RECHERCHE DE FUITES SUR RESEAUX EAU POTABLE)
et mise à disposition de véhicules et matériels spécifiques**

Entre les soussignés :

La Commune de SISTERON, représentée par son Maire, M. SPAGNOU Daniel, dûment habilité par délibération du,
d'une part,

Et : la Commune de LE CAIRE, représentée par son Maire, M. MAGNAN Jean-Michel dûment habilité par délibération du,
d'autre part,

Vu le Code Général de la Fonction Publique :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Considérant que les agents communaux cités à l'article 1 ont pris connaissance de la présente convention et qu'ils ont donné leur accord pour leur mise à disposition,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La Commune de SISTERON met à disposition de façon partielle pour des missions ponctuelles, auprès de la Commune de LE CAIRE, les agents affectés à sa Direction de l'Aménagement du Territoire suivants :

Monsieur BERTOL Renaud au grade d'Adjoint Technique
Monsieur ALBANESE Olivier au grade de Technicien principal de 1ere classe

ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCEES PAR LES PERSONNELS MIS A DISPOSITION

Les agents concernés dans leur domaine de compétences sont mis à disposition afin d'exécuter les missions suivantes :

- Recherche de fuites sur les réseaux communaux d'eau potable

ARTICLE 3 : DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

Les agents communaux mentionnés dans l'article 1 sont mis à disposition de façon partielle, pour une durée de trois ans, renouvelable du .../.../2024.

ARTICLE 4 : *CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS A DISPOSITION*

L'intervention et le travail des agents mis à disposition est organisé par la Commune de LE CAIRE dans les conditions suivantes :

La Commune de LE CAIRE adresse une lettre de mission à la Commune de SISTERON. Ce document définit la nature des tâches à effectuer ainsi que le lieu, la date et l'heure d'exécution du travail. A réception de cette lettre de mission, la Commune de SISTERON, notifie à la Commune de LE CAIRE son accord pour l'exécution du travail sollicité.

Pour assurer le bon fonctionnement de ses services, la Commune de SISTERON se réserve le droit de refuser la mise à disposition de l'agent, si celui-ci n'est pas disponible à la période sollicitée par la commune demandeuse.

L'agent interviendra uniquement du lundi au vendredi et aucune demande ne sera prise en compte les samedis, dimanches et jours fériés.

La situation administrative (carrière, absences, discipline) des agents mis à disposition est gérée par la Commune de SISTERON.

ARTICLE 5 : *REMUNERATION DES PERSONNELS MIS A DISPOSITION*

La Commune de SISTERON verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur grade.

La Commune de LE CAIRE ne verse aucun complément de rémunération aux agents mis à disposition.

ARTICLE 6 : *REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION*

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la Commune de SISTERON est remboursé par la Commune de LE CAIRE sur les bases horaires forfaitaires suivantes :

- Agents appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques :
24 euros
- Agents appartenant au cadre d'emplois des agents de maîtrise :
25,50 euros
- Agents appartenant au cadre d'emplois des techniciens :
30 euros

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel établi par la Commune de SISTERON, indiquant le nombre d'heures réalisées et le matériel utilisé dans le cadre de la mise à disposition conformément à la liste fixée en Annexe à la présente convention.

ARTICLE 7 : *MODALITES DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES ACTIVITES DES PERSONNELS MIS A DISPOSITION*



La Commune de SISTERON pourra, le cas échéant, solliciter auprès de la Commune de LE CAIRE un compte-rendu sur l'activité des agents mis à disposition si elle estime cette démarche complémentaire et nécessaire, dans le cadre de l'appréciation annuelle de la valeur professionnelle de ces agents.
En cas de faute disciplinaire la Commune de SISTERON est saisie par la Commune de LE CAIRE.

ARTICLE 8 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des agents mentionnés dans l'article 1 peut prendre fin avant le terme fixé dans l'article 3 de la présente convention, à la demande :

- de la Commune de SISTERON
- de la Commune de LE CAIRE
- des agents mis à disposition

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Marseille qui peut être saisi par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

ARTICLE 10 : CLAUSE PARTICULIERE

Il est précisé que cette convention de mise à disposition ne crée aucune obligation formelle pour la Commune de SISTERON d'intervenir au bénéfice des communes demandeuses.

ARTICLE 11 : ELECTIONS DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile

- pour la Commune de SISTERON à Mairie de SISTERON
- pour la Commune de LE CAIRE à Mairie de LE CAIRE

Fait à SISTERON, le

Pour la Commune de SISTERON,

LE MAIRE

D. SPAGNOU

Pour la Commune de LE CAIRE,

LE MAIRE

JM. MAGNAN

Annexe à la convention – Coût de mise à disposition de véhicule et de matériel

Intitulé du matériel	Tarif horaire
Véhicule léger (avec chauffeur)	40 euros (applicable au temps de trajet exclusivement – le coût du véhicule immobilisé n'est pas comptabilisé)
Fourgon (avec chauffeur)	45 euros (applicable au temps de trajet exclusivement – le coût du véhicule immobilisé n'est pas comptabilisé)
Camion (avec chauffeur)	50 euros (applicable au temps de trajet exclusivement – le coût du véhicule immobilisé n'est pas comptabilisé)
Matériel divers (compresseur ; groupe électrogène ; signalisation, détecteur de fuites etc)	20 euros

Mis en ligne le 17/10/2024 à 15h02

REÇU EN PREFECTURE
le 17/10/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-210402095-20241016-2024_09_10_